

Un chef d'établissement ou un directeur d'école peut-il refuser l'accès à un élève qui ne porte pas un masque ?

1. L'article 36 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire prévoit que « *II. Portent un masque de protection : (...) 3° Les élèves des écoles élémentaires ; 4° Les collégiens, les lycéens et les usagers des établissements mentionnés aux articles 34 et 35 ; (...)* ».

Le décret du 29 octobre 2020 ne prévoit aucune sanction au défaut du port du masque dans les écoles, les collèges et les lycées et ne précise pas que le directeur d'école ou le chef d'établissement peut refuser l'accès de l'élève au motif qu'il ne porte pas de masque.

Si une telle possibilité de refus d'accès est explicitement prévue dans d'autres secteurs d'activités (cf. par exemple les articles 8 et 11 du décret pour le refus d'accès à un navire, à un aéroport ou à un aéronef pour les passagers ne respectant pas l'obligation de porter un masque), l'absence de mention spécifique sur l'accès aux établissements d'enseignement dans le décret du 29 octobre 2020 ne fait pas obstacle à ce que l'accès soit refusé à un élève ne portant pas de masque.

En effet, indépendamment du régime particulier mis en place dans le cadre des mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19, les directeurs d'école et chefs d'établissement conservent leurs compétences et peuvent, notamment, refuser l'accès à l'établissement à un élève qui ne porte pas de masque sur le fondement des dispositions suivantes :

Dans le premier degré, le directeur d'école peut refuser un tel accès sur le fondement des dispositions suivantes :

- **L. 411-1 du code de l'éducation** : « *Un directeur veille à la bonne marche de chaque école maternelle ou élémentaire ; (...)* »
- **Décret n° 89-122 du 24 février 1989 relatif aux directeurs d'école (article 2)** : « *Le directeur d'école veille à la bonne marche de l'école et au respect de la réglementation qui lui est applicable. (...) Il prend toute disposition utile pour que l'école assure sa fonction de service public. A cette fin, il organise l'accueil et la surveillance des élèves et le dialogue avec leurs familles* »

Dans le second degré, le chef d'établissement peut refuser l'accès à l'établissement à un élève qui ne porte pas de masque sur le fondement des dispositions suivantes :

- **L. 421-3 du code de l'éducation** : « (...) *En cas de difficultés graves dans le fonctionnement d'un établissement, le chef d'établissement peut prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du service public (...)* »
- **R. 421-10 du même code** : « *En qualité de représentant de l'Etat au sein de l'établissement, le chef d'établissement : (...) 3° Prend toutes dispositions, en liaison avec les autorités administratives compétentes, pour assurer la sécurité des personnes et des biens, l'hygiène et la salubrité de l'établissement (...)* »
- **R. 421-12 du même code** : « *En cas de difficultés graves dans le fonctionnement d'un établissement, le chef d'établissement peut prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du service public. S'il y a urgence, et notamment en cas de menace ou d'action contre l'ordre dans les enceintes et locaux scolaires de l'établissement, le chef d'établissement, sans préjudice des dispositions générales réglementant l'accès aux établissements, peut :*

1° Interdire l'accès de ces enceintes ou locaux à toute personne relevant ou non de l'établissement; (...) ».

Lorsque le directeur d'école ou le chef d'établissement refuse l'accès à un élève ou à un personnel, cela n'implique pas pour autant la mise en œuvre d'une procédure contradictoire, ni l'information formelle de la personne concernée des faits qui lui sont reprochés, dès lors qu'il ne s'agit pas d'une sanction disciplinaire mais d'une mesure de police (exclusion temporaire de l'établissement) relevant du 1° de l'article L. 121-2 du code des relations entre le public et l'administration qui dispense du respect d'une procédure contradictoire préalable les décisions prises en cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles.

En cas de non-port du masque par un élève à son arrivée dans l'établissement scolaire, il convient toutefois de lui en proposer un. Ce n'est qu'en cas de refus explicite de porter le masque proposé, que ce refus soit formulé par l'élève lui-même ou par ses représentants légaux, que l'accès à l'établissement devra être interdit à l'élève.

L'élève dont l'accès à l'établissement a été refusé ne peut pas être laissé seul sur la voie publique. Il conviendra donc d'informer sans délai ses représentants légaux de la situation lorsque l'élève est arrivé seul dans l'établissement ou d'engager un dialogue avec eux lorsqu'ils sont présents. En attendant l'arrivée de ses représentants légaux, l'élève devra être accueilli dans l'établissement mais isolé des autres élèves. Il conviendra de rappeler aux parents le caractère obligatoire de l'instruction et l'obligation d'assiduité, que le refus du port du masque les conduit à méconnaître.

2. Dans le second degré, si l'élève persiste dans son refus de porter un masque et qu'il s'est donc vu refuser à plusieurs reprises l'accès à l'établissement ou bien s'il l'enlève en permanence ou ne le porte pas de manière à couvrir le nez et la bouche, une procédure disciplinaire peut être engagée à son encontre.

La circonstance que le règlement intérieur de l'établissement ne prévoit pas le cas particulier du refus du port du masque ne fait pas obstacle à ce qu'une sanction disciplinaire soit infligée à un élève pour ce motif, l'obligation du port du masque par les collégiens et les lycéens prévue par l'article 36 du décret du 29 octobre 2020 constituant, dans ce cas, un fondement juridique suffisant (CE, 16 janvier 2008, n° 295023).

Les dispositions de droit commun relatives aux sanctions disciplinaires applicables aux élèves des établissements du second degré trouveraient alors à s'appliquer (cf. articles R. 511-12 et suivants du code de l'éducation).

3. Les personnels qui refusent de porter un masque ou qui incitent leurs élèves à ne pas le porter, manifestant ainsi leur opposition aux mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 mises en place par le Gouvernement, devront être systématiquement reçus en entretien par leurs chefs d'établissement ou par les services des ressources humaines afin d'être rappelés à leurs obligations.

En cas de persistance du comportement fautif, une procédure disciplinaire sera engagée à leur encontre.

Cette procédure pourra être fondée sur le manquement de ces enseignants à leur obligation de réserve et de loyauté. Ces obligations s'appliquent aux manifestations et comportements dépassant le cadre de la liberté d'expression qui sont de nature à porter atteinte au bon fonctionnement du service public. En outre, ces enseignants méconnaissent également leur obligation d'exemplarité.